

ouvriers et les patrons, mais dans cette tâche elles ont d'abord médiocrement réussi. Heureusement, en 1860, quelques industriels, s'inspirant des traditions corporatives, eurent l'idée de constituer une juridiction spéciale ayant pour objet de résoudre à l'amiable les difficultés pouvant s'élever dans la grande industrie. M. Mundella fonda à Nottingham le premier conseil permanent d'arbitrage et de conciliation. Le conseil se composait d'un nombre égal d'ouvriers et d'industriels ; plus tard on y adjoignit un tiers arbitre dont la voix était prépondérante en cas de partage.

Un grand nombre de conseils constitués de la sorte, fonctionnent actuellement en Angleterre. Ils sont essentiellement facultatifs, puisqu'ils n'ont pas de sanction légale ; mais, de part et d'autre, on y recourt volontiers et les décisions sont presque toujours acceptées.

Le système des "Trades Unions" combiné avec celui des conseils d'arbitrage et de conciliation, a donc permis de constituer pour les patrons et ouvriers un régime de paix armée qui équivalait presque à un accord continu. *Mais ce régime ne saurait évidemment convenir aux grands services publics.* Dans l'Etat moderne, le pouvoir exécutif a un rôle nettement défini et une responsabilité qu'on ne saurait concevoir sans une autorité directe sur ses agents. Le jour où les postmen jouiraient du privilège exorbitant réclamé par M. Mahon, les constables du royaume, les marins et les soldats pourraient logiquement réclamer les mêmes droits vis-à-vis du gouvernement. *Ce serait un état de guerre permanent entre le pouvoir et ses agents.*

Quelles que soient l'éloquence de M. J. L. Mahon, l'ardeur et la discipline des postmen syndiqués, il me semble que leurs revendications ne sauraient aboutir. M. Raikes prendra certainement des mesures efficaces pour améliorer le sort des employés les plus intéressants, mais il n'acceptera jamais la reconnaissance de l'"Union."

En Angleterre, le socialisme d'Etat n'a jamais rencontré beaucoup d'adeptes : il est à présumer que le socialisme contre l'Etat n'en comptera pas davantage, et que, en cas de grève générale, l'opinion publique ferait justice des prétentions exorbitantes formulées par les employés des postes.

Roger LAMBEKIN.

L'Œuvre des Cercles catholiques d'Ouvriers qui comptait, à la Noël dernière, dix-sept années d'existence accomplies, est bien connue ; ou, du moins, qui veut bien la connaître n'a qu'à se donner la peine de la regarder en face et de l'étudier chez elle. Elle n'a rien de caché ni pour ses amis, ni pour ses ennemis ; ses portes sont toujours ouvertes et ses casiers à jour.

L'Association catholique de la Jeunesse française a été enfantée par elle, il y a eu, le mois dernier, quatre ans. Son but est de grouper les jeunes gens, au moment où ils ont terminé leurs études classiques et de contribuer à leur donner la formation dont ils ont besoin pour prendre part au mouvement social chrétien qui se produit en France.

A l'exemple de l'Œuvre, sa mère, la jeune Association a essimé un peu partout dans le pays ; et nous sommes d'un de ces essaims ; de sorte que, si l'on peut leur appliquer à toutes deux le proverbe cité par les livres sacrés : "*Sicut mater ita filia ejus*," nous voulons mériter que celle-ci dise à son tour de notre bonne volonté provinciale : *Soror nostra es : crescas in mille millia !*"

D.—Et que prétendez-vous produire ?

R.—Une petite publication destinée à servir d'instrument pour cette formation qui vient d'être signalée comme le but fondamental de l'institution elle-même.

Autrement dit, ce XX^{me} SIÈCLE dont, après tout, nous ne prenons en possession le titre que dix années d'avance, a, selon notre intention la plus intime, l'ambition et l'espoir de nous servir et de nous apprendre avant tout à PENSER ; à penser sur les choses qui sont le plus indispensables et le plus attachantes pour le présent et en vue de l'avenir.

D.—Mais pourquoi réclamer ce privilège pour vous, plutôt que pour tout le monde ?

R.—"Tout le monde" est une locution bien indéfinie, et par conséquent, d'essence paresseuse. Tout le monde convient de tant d'idées et si peu de gens en cultivent seulement une ! Quand tout le monde attend, personne en général ne bouge.

Et puisque nous vivons le siècle qui va naître, il est bon de se rappeler cette petite observation qui remonte au déclin de celui qui précède le nôtre. Un personnage bien désintéressé dans le mouvement social français de l'époque, Gouverneur Morris, qui

nous a formellement avertis qu'il ne prierait seulement pas pour lui.

D.—Soit.—Mais, puisque l'Œuvre des Cercles poursuit, paraît-il, sa marche et ses évolutions ; puisque votre Association des Jeunes est satisfaite d'être au monde, pour quoi avez-vous donc l'idée de créer du nouveau ? Ne pensez-vous pas que tout de suite on vous accusera de vouloir faire bande à part et le nom de séparatiste, — il a bien son accent du terroir, — ne vous inspire-t-il aucune crainte ?

R.—Aucune, de la part des esprits sensés qui voudront bien nous faire accueil et nous suivre. Or, vous pensez bien que c'est aux esprits sensés que nous nous adressons, sinon à l'exclusion, mais, pour le moins, en tête de tous autres esprits.—*Scientia et doctrina in verbo sensati*, dit un des aphorismes sapientiaux.—Eh bien, pour qui parle la vraie langue de l'Œuvre des Cercles, une de ses préoccupations les plus formelles, ou, si vous aimez mieux, sa pensée de derrière la tête, est de conduire l'esprit public à une saine notion de ce vocable barbare, mais usuel : la décentralisation.—L'an dernier, à la suite d'un mouvement très marqué d'assemblées provinciales, dont notre Provence prit sa part, une réunion générale, à Paris, des délégués de ces Etats nouveaux a été suscitée, beaucoup plus que menée, comme il n'était que juste par notre Œuvre des Cercles et l'un des points où s'est le plus affirmée l'unanimité de sentiments de ces délégations libres mais réfléchies a été précisément le "retour à la vie provinciale." —Etre fidèle à cette donnée est donc tout le contraire de faire bande à part, et la critique de "séparatisme" devient bien caduque, quand on peut lui opposer l'idée féconde, quoique vagissante encore, de "fédération".

D.—Voulez-vous pas un peu loin et ne jouez-vous pas à la plate forme ?

R.—N'ayez souci : nous ne nous approprions qu'un simple règlement de travail. Et l'indication dominante, ou plutôt déterminative, que nous tenons de nos chefs et de nos aînés en ces graves matières, peut se résumer en ces trois points, qui en réalité n'en font qu'un :

Toutes les fois que l'occasion se présentera de donner un gage à un principe d'association, en place de nous laisser conduire par un courant d'individualisme, — donnons le gage à l'association ;

Toutes les fois qu'il nous sera possible

dernière que nous nous efforcerons toujours d'atteindre.

Pour l'ASSOCIATION CATHOLIQUE, qu'entre nous nous appelons "la Revue," comme nous disons aussi "l'Œuvre" tout court, nous ne nous arrêterons pas un instant aux reproches qu'on lui adresse souventes fois, attendu que les personnes qui formulent ces reproches sont, en général, celles qui ne la reçoivent pas, ou qui la reçoivent sans la lire, ou qui la lisent si peu que cela ne compte guère. Nous la trouvons, nous, très solide, très substantielle, très forte. Ce que nous avons appris de plus clair dans l'ordre des questions sociales nous est venu de là et nous en vient encore. Il n'y a pourtant point à se dissimuler que sa simple lecture est déjà tout un travail par elle-même, ce dont il ne faut pas se plaindre assurément ; mais c'est un travail tout individuel, et il nous est permis, ce nous semble, d'entrevoir, sur les bases mêmes des études que publie "la Revue," une impulsion plus communicative, plus aérée, plus au pas gymnastique de l'enseignement qu'elle a pour mission de propager. Or, notre XX^{me} SIÈCLE oserait y prétendre. Tel que nous nous permettons d'en concevoir l'idée, il ne serait nullement un succédané de l'ASSOCIATION CATHOLIQUE ; il s'évertuerait plutôt à en devenir le sel volatil.

Car, n'est-il pas évident que la doctrine elle-même peut et doit trouver son bénéfice à être décentralisée et que sa pénétration est en raison directe des formes qu'elle revêt et des milieux qui l'accueillent ?

Et ne pouvez-vous pas entrevoir, dans notre tentative, un échange sans compétition, un stimulant sans concurrence, une hiérarchie sans ombrage ?

Eh ! mon Dieu, nous aspirons tout simplement à nous adonner à une culture plutôt expansive qu'intensive, à un jardinage s'adaptant au caractère de notre génération qui pousse et qui veut n'avoir ni froid aux yeux, ni flegme aux doigts, ni crainte au cœur. Le Jardin des racines grecques dont on a tant affligé l'enfance de nos pères, avait peut-être du bon ; mais certainement le Jardin des racines chrétiennes, dont nous délecterions notre vingtième année, aiderait, en l'an 1900.

(à suivre.)

UNITED STATES LIFE

Organisée en 1850

Bureau principal à NEW YORK